

**ARRÊTÉ N° E-2021-285 EN DATE DU 15 NOVEMBRE 2021**  
**ABROGEANT L'ARRETE E-2021-276 DU 28 OCTOBRE 2021 PORTANT INTERDICTION DES**  
**MANŒUVRES DE VANNES ET DE REMPLISSAGE DE PLAN D'EAU**  
**DANS LE DÉPARTEMENT DU LOT**

**Le préfet du LOT,**

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le code civil et notamment les articles 640 à 645 ;
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212 et L. 2215 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° E-2021-13 en date du 19 février 2021 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pascal LEBRETON, directeur départemental des territoires du LOT,
- Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne (SDAGE) 2016-2021 approuvé par le préfet coordonnateur du bassin le 1<sup>er</sup> décembre 2015 ;
- Vu l'arrêté cadre préfectoral n° E-2018-131 en date du 28 mai 2018 définissant les mesures de limitation ou de suppression provisoire des usages de l'eau dans le département du Lot ;
- Vu la situation hydrologique constatée le 9 novembre 2021 par la direction départementale des territoires du Lot ;
- Considérant la situation hydrologique et météorologique actuelle sur le département du Lot ;
- Sur proposition du directeur départemental des territoires du LOT

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET**

L'arrêté préfectoral n°E-2021-276 du 28 octobre 2021 réglementant le remplissage de plans d'eau et les manœuvres de vannes, dans le département du Lot est abrogé.

## **ARTICLE 2 : AFFICHAGE ET MISE A DISPOSITION EN MAIRIES**

Le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes concernées et un exemplaire complet de l'arrêté y sera mis à la disposition du public, pendant leurs horaires habituels d'ouverture.

## **ARTICLE 3 : EXÉCUTION - PUBLICATION**

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Gourdon, la sous-préfète de Figeac, le directeur départemental des territoires du Lot, les maires des communes concernées, le commandant du groupement de gendarmerie nationale du Lot, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture mis en ligne sur le site Internet "Les services de l'État dans le Lot" ([www.lot.gouv.fr](http://www.lot.gouv.fr)).

Une copie du présent arrêté sera adressée au préfet de région Occitanie, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, aux préfets des départements de l'Aveyron, de la Corrèze, du Cantal, de Tarn-et-Garonne, de Lot-et-Garonne et de la Dordogne, au président de la chambre départementale d'agriculture du Lot, au président de la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique du Lot, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement, du logement d'Occitanie et aux maires des communes concernées.

A Cahors, le 10 novembre 2021  
Le Directeur Départemental  
des Territoires



**Jean-Pascal LEBRETON**

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Lot – Place Chapou – 46009 Cahors Cedex. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit lui être jointe.
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et solidaire - Hôtel de Roquelaure 246 boulevard Saint-Germain - 75007 Paris. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit lui être jointe.
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse (68, rue Raymond IV - 31000 Toulouse tél : 05 62 73 57 57) dans un délai de deux mois courant à compter de sa publication.